

[Text]

viewed. The Elections Act has almost 300 pages now, whereas in those days, I am not sure how many it had. Perhaps Mr. Thurm has an historical perspective, but I am sure it was not anything like 300 pages.

The Chairman: I recall that well because I was with the Department of Munitions and Supply. The government made a promise that it would not introduce conscription for overseas service. Under pressure, because of the fear that our troops were in danger, Mr. King decided to ask the people to be relieved of that promise. It was as simple as that.

Senator Robichaud: Not the people of Quebec, but the people of Canada.

Senator Flynn: You do not remember the story of conscription and World War I. You must be naive to think the promise was made to anyone but the people of Quebec.

Senator Robichaud: In years I am not older than you are, but in other ways I am.

Senator Godfrey: The farmers' sons in the other provinces were just as opposed to it.

Senator Langlois: I do not have a question but a request. I would ask the witness if he would kindly see to it that at a future meeting someone brings to this committee the two bills in question—that is, the conscription bill and the prohibition bill, along with a table showing a comparison of those two bills to the present legislation.

The Chairman: The witness can do that, or we can obtain that from a lawyer we retained from the Library Reference Department. He can do that in short order. I will see to that.

I now call on Senator Buckwold, but if you are going to talk about the farmers in Saskatchewan, you are out of order.

Senator Godfrey: I have a supplementary. There is another reference I should like to bring up. It refers to Western Australia voting for separation in 1933. The referendum was held on the same day as the election. I just wanted to let you know that I read the book you distributed.

The Chairman: It was disregarded by the British Parliament.

Mr. Anderson: I would not argue that one could not hold the two together. The question is whether one could have the mechanism.

The Chairman: Senator Buckwold?

Senator Buckwold: I should like to have explained to me something which is basically a philosophical question. Why are political parties involved in referenda? I understand the problems of the Election Expenses Act, but why, philosophically, is it necessary to have political parties involved in a yes or no

[Traduction]

rales. La loi sur les élections comptent aujourd'hui près de 300 pages, mais à l'époque j'en suis moins certain. Peut-être M. Thurm peut-il nous dire ce qu'il en était à l'époque, mais je suis certain que c'était loin de 300 pages.

Le président: Je m'en souviens très bien parce que je faisais partie du ministère des Munitions et des approvisionnements. Le gouvernement avait promis qu'il n'introduirait la conscription pour le service outre-mer. Sous pression et de peur que nos troupes ne soient en danger, M. King décida de demander à la population de l'autoriser à ne pas tenir sa promesse. C'est aussi simple que ça.

Le sénateur Robichaud: Non pas à la population du Québec, mais à la population canadienne.

Le sénateur Flynn: Vous ne vous souvenez pas de l'histoire de la conscription et de la Première Guerre mondiale. Vous devez être naïf pour croire que cette promesse a été faite à d'autres, qu'aux Québécois.

Le sénateur Robichaud: Je ne suis pas plus âgé que vous, mais je le suis d'une certaine façon.

Le sénateur Godfrey: Les fils des agriculteurs dans les autres provinces y étaient tout aussi opposés.

Le sénateur Langlois: J'aurais quelque chose à demander et non pas une question à poser. Je voudrais demander au témoin s'il serait assez aimable de veiller, lorsque nous nous réunirons de nouveau, à ce que quelqu'un apporte à ce Comité les deux projets de lois en question—c'est-à-dire le projet de loi sur la conscription et le projet de loi sur la prohibition ainsi qu'un tableau comparatif entre ces deux projets de loi et celui dont nous discutons.

Le président: Le témoin pourrait le faire ou nous pourrions obtenir cela d'un avocat travaillant au service des références de la Bibliothèque, dont nous avons retenu les services. Il pourrait le faire à «bref délai». Je vais y voir.

Je demande maintenant au sénateur Buckwold de prendre la parole. Moi, si c'est pour parler des agriculteurs de la Saskatchewan, c'est contraire au règlement.

Le sénateur Godfrey: J'ai encore quelque chose à dire. J'aimerais, en effet, faire une autre remarque. Il s'agit des votes de l'Australie occidentale concernant la sécession en 1933. Le référendum a été tenu le même jour que l'élection. Je voulais simplement vous faire savoir que j'ai lu le livre que vous avez distribué.

Le président: La Parlement britannique n'en a pas tenu compte.

M. Anderson: Je ne prétendrais pas qu'on ne puisse pas prévoir les deux en même temps. La question est de savoir plutôt si ce processus est possible.

Le président: Sénateur Buckwold?

Le sénateur Buckwold: J'aimerais que l'on m'explique quelque chose qui est essentiellement une question d'ordre théorique. Pourquoi les partis politiques s'engagent-ils dans les campagnes de référendum? Je comprends les problèmes soulevés par la Loi sur les dépenses d'élections, mais pourquoi, d'un